

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 1506434

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Claude DANTHONY

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Burnichon
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Lyon,

M. Stillmunkes
Rapporteur public

(1^{ère} chambre)

Audience du 15 décembre 2015
Lecture du 22 décembre 2015

28-05

28-05-005

28-08-05-01

28-08-05-02-03

C-AN

Vu la procédure suivante :

Par une protestation, enregistrée le 2 juillet 2015, et des mémoires complémentaires, enregistrés les 19 et 26 octobre 2015, puis le 2 décembre 2015, M. Claude Danthony demande au tribunal d'annuler les opérations électorales du 4 juin 2015 relatives à la désignation des représentants des personnels et usagers, catégories 4, 5 et 6, au conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Universités de Lyon », dont les résultats ont été proclamés le 5 juin 2015.

Il soutient que :

En ce qui concerne l'exception d'illégalité du décret n° 2015-127 du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » :

- le conseil d'administration du pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) qui a voté ces statuts était illégalement composé ;
- les comités techniques et conseils d'administration de tous les établissements membres n'ont pas statué avant l'adoption de ces statuts ;
- les effectifs d'élus ne permettent pas de respecter 75 % des établissements représentés dans une liste ;
- les modalités du suffrage indirect ne sont pas précisées ;
- il y a eu un renvoi illégal de certaines dispositions statutaires au règlement intérieur ;
- certains membres sont élus dans les conseils d'administration de deux universités ;

- l'effectifs des collèges n'est pas conforme à la loi ;

En ce qui concerne l'exception d'illégalité du règlement intérieur de l'Université de Lyon :

- le conseil d'administration du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) qui a voté ce règlement intérieur était illégalement composé ;
- le règlement intérieur ne pouvait statuer sur certains points, relevant des statuts ;
- le comité technique ne semble pas avoir émis d'avis préalable ;
- le règlement intérieur n'attribue aucun grand électeur à l'établissement membre CNRS, privant ainsi ses 30 000 personnels de toute représentation au conseil d'administration en méconnaissance de l'article L. 718-11 du code de l'éducation ;

- les effectifs de grands électeurs prévus pour chaque collège ne permettent pas de constituer des listes de candidats permettant à l'ensemble des sensibilités de présenter des candidatures en méconnaissance du principe d'égalité devant le suffrage ;

- des effectifs aussi restreints de grands électeurs donnent une possibilité très importante d'interventions ou de pressions sur certains électeurs de nature à potentiellement modifier complètement les résultats ;

- les électeurs n'étant pas répartis entre les sous-collèges 4-A et 4-B, il y a une incertitude à hauteur de 6 personnes sur le nombre des grands électeurs de ces sous-collèges, soit près d'un tiers de leur effectif minimal, difficilement compatible avec une représentation effective et sincère des personnels ;

- 4 établissements ne se voient attribuer qu'un grand électeur pour le collège 4 impliquant, au sein de ces établissements, que des personnels de l'une des sous-catégories du collège 4 ne seront pas représentés en méconnaissance de l'article L. 718-11 du code de l'éducation ;

- le règlement intérieur prévoit que les grands électeurs soient désignés par l'ensemble des membres des conseils d'administration des établissements, ce qui est contraire à l'idée d'une représentation élective des personnels et usagers ;

- s'agissant du collège 6, le règlement intérieur n'exige que la représentation de 2 grands champs disciplinaires alors que l'article L. 719-1 du code de l'éducation en exige 3 ;

- le règlement intérieur sous-délègue illégalement certaines modalités d'organisation des élections ;

En ce qui concerne l'exception d'illégalité de l'arrêté du 10 mars 2015 portant organisation des élections :

- cet arrêté prévoit des modalités électorales qui ne relèvent pas de la compétence du président, notamment en ce qui concerne la possibilité de voter par procuration ;

- il impose une restriction pour déposer une candidature aux seuls grands électeurs et interdit à ceux qui ne sont pas grands électeurs d'être candidats en méconnaissance du principe d'égalité devant le suffrage ;

En ce qui concerne les décisions des établissements- membres relatives à la désignation des grands électeurs :

- les établissements, sauf le CNRS, ont dû définir les modalités de désignation des grands électeurs par des délibérations qui ne sont pas publiques ;

- ces délibérations n'ont pas été soumises préalablement aux comités techniques des établissements ;

- elles n'ont pas été transmises au contrôle de légalité ;

- certains établissements ont confondu la délibération réglementaire à caractère permanent et la désignation des grands électeurs à l'occasion des élections du 4 juin ;
- aucune des délibérations réglementaires n'a prévu des désignations des grands électeurs par l'ensemble des membres élus du conseil d'administration mais a prévu des élections, soit par catégorie, soit par sous-catégorie ; certaines délibérations ont fixé la répartition des grands électeurs entre les sous-catégories A et B de la catégorie 4, d'autres ne le faisant pas ;
- pour l'institut VétAgro Sup, il n'y a pas eu de délibération du conseil d'administration, mais de la commission permanente ;
- aucune procédure n'est produite pour l'ENISE ;
- l'université Lyon I n'a pas délibéré sur les modalités de désignation des grands électeurs ;
- de nombreuses désignations ont eu lieu sans scrutin secret ;
- la délibération IV-4 du conseil d'administration de l'Ecole Normale Supérieure du 27 mars 2015 est illégale en ce qu'elle a assuré la non-participation des membres du conseil d'administration de la liste « Débattre et agir pour l'ENS » en proposant que les grands électeurs soient au nombre de 2 parmi les professeurs d'université et 1 parmi les autres personnels, en méconnaissance d'un principe d'égalité devant le suffrage ; qu'elle a proposé une désignation avec bénéfice du plus jeune en cas d'égalité en méconnaissance du principe d'égalité devant le suffrage ; qu'enfin, elle a décidé que la désignation à main levée se ferait non par le conseil d'administration, mais lors d'une réunion générale des seuls élus, présidée par le président du conseil d'administration, en méconnaissance du principe de vote à bulletins secrets ;

En ce qui concerne la désignation des grands électeurs :

- dans le collège 4, il était impossible de constituer une liste issue de la représentation démocratique ;
- l'affichage des listes des grands électeurs n'a pas été fait à l'ENS à la date prévue ;

En ce qui concerne les listes de candidats :

- l'alternance des sexes n'a pas été réalisée en méconnaissance du 3^{ème} alinéa de l'article L. 719-1 du code de l'éducation et notamment dans le collège 6 ;
- l'appartenance à 3 grands champs disciplinaires des candidats du collège 6 n'a pas été vérifiée ;
- le mode de constitution des listes du collège 6 n'est pas conforme à l'article D. 719-21 du code de l'éducation ;
- dans le collège 6, deux listes n'auraient pas dû être admises en ce qu'elles prévoient que chaque candidat titulaire disposait d'un suppléant ;

En ce qui concerne les opérations électorales :

- il n'y a pas eu de procès-verbal pour chaque bureau de vote avec la mention de toutes les difficultés rencontrées, empêchant de connaître le nombre de votes par procuration ;
- les votes par procuration n'étaient encadrés par aucun autre texte que l'arrêté d'organisation des élections du 4 juin ;
- certaines procurations ne comportent pas de signatures authentiques ;
- l'arrêté électoral rectificatif du 2 juin a autorisé les suppléants des grands électeurs à voter alors qu'aucun texte ne permettait la désignation de tels suppléants ;
- le faible nombre de grands électeurs affecte la sincérité du scrutin ;
- la prime majoritaire n'a pas été appliquée dans le sous-collège 4-A ;
- dans le sous-collège 4-A, 26 personnes ont voté pour 24 grands électeurs ;

- il ne restait dans le sous-collège 4-B que 20 inscrits le jour du vote ne permettant pas le respect du principe d'égalité devant le suffrage ; qu'ainsi 2 grands électeurs ont été « basculés » du sous-collège 4-B au sous-collège 4-A ;

- la directrice de l'Ecole Nationale de Travaux Publics est ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'Etat et ne pouvait pas, en vertu du principe constitutionnel de représentation authentique et autonome des professeurs d'université, participer à la désignation des représentants de ces derniers dans le sous-collège 4-A.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 6 et 28 octobre 2015, l'Université de Lyon, représentée par son président en exercice, conclut au rejet de la requête de M. Danthony, à la condamnation du requérant au paiement d'une amende de 3 000 euros pour recours abusif en application de l'article R. 741-12 du code de justice administrative et au versement de la somme de 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- le requérant n'a pas qualité pour agir contre les élections des catégories 4 à 6 ; que dans l'hypothèse où le tribunal retiendrait la qualité pour agir de M. Danthony pour la catégorie 4-B du conseil d'administration, il ne serait pas recevable pour contester les scrutins des autres catégories pour lesquelles, il n'était ni grand électeur ou électeur, ni chef d'établissement ou recteur ;

- les moyens invoqués ne sont pas fondés.

Des mémoires non communiqués, présentés par M. Danthony, ont été enregistrés les 2 et 13 novembre 2015.

Les parties ont été informées, en application des dispositions de l'article R. 611-7 du code de justice administrative, de ce que le jugement était susceptible d'être fondé sur un moyen relevé d'office, tiré de l'irrecevabilité des griefs qui n'ont pas été soulevés lors du recours administratif préalable obligatoire devant la commission de contrôle des opérations électorales de l'académie de Lyon et de l'irrecevabilité des griefs qui ne se rattachent à aucun des griefs qui ont été préalablement présentés à la commission de contrôle des opérations électorales dans le délai de cinq jours suivant la proclamation des résultats des opérations électorales contestées.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- le code de l'éducation ;
- la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

- la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

- le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

- le décret n° 2012-715 du 7 mai 2012 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon modifié par le décret n° 2013-1152 du 12 décembre 2013 ;

- le décret n° 2015-127 du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » ;

- le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 15 décembre 2015 :

- le rapport de Mme Burnichon, conseiller ;
- les conclusions de M. Stillmunkes, rapporteur public ;
- et les observations de M. Danthony, requérant.

Une note en délibéré présentée par M. Danthony, non communiquée, a été enregistrée le 17 décembre 2015.

1. Considérant que M. Claude Danthony, enseignant chercheur à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon et élu au conseil d'administration de cet établissement, membre de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon », demande au tribunal d'annuler les opérations électorales du 4 juin 2015 relatives à la désignation des représentants des personnels et usagers, soit les catégories 4, 5 et 6, au conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon », dont les résultats ont été proclamés le 5 juin 2015 ;

Sur la fin de non-recevoir opposée par l'Université de Lyon :

2. Considérant, d'une part, qu'aux termes de l'article D. 719-40 du code de l'éducation ; *« Tout électeur ainsi que le président ou le directeur de l'établissement et le recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif territorialement compétent. (...) »* ;

3. Considérant, d'autre part, qu'aux termes de l'article 4 des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » annexés au décret n° 2015-127 du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la communauté précitée : *« le conseil d'administration comprend : 1° Dix-sept représentants des établissements membres (...) ; 2° Quatre personnalités qualifiées ; 3° Six représentants des entreprises, des associations et des collectivités, (...) ; 4° Huit représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres, parmi lesquels quatre représentants des professeurs et personnels assimilés (catégorie 4-A) et quatre représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnes assimilés (catégorie 4-B) ; 5° Quatre représentants des autres personnels (BIATSS), exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres ; 6° Quatre représentants des usagers qui suivent une formation dans la communauté d'universités et établissements ou dans un établissement membre. (...) »* ; qu'aux termes de l'article 5.2 des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » : *« (...) / Les représentants des catégories 4, 5 et 6 du conseil d'administration sont élus au suffrage indirect. Pour ces catégories, les listes assurent la représentation d'au moins trois établissements membres par liste. / Le corps électoral est composé de grands électeurs issus des conseils d'administration des établissements membres, (...) / (...) Chaque établissement fixe les modalités de désignation de ses grands électeurs. »* ;

4. Considérant qu'il résulte de la combinaison de ces dispositions que les représentants des établissements membres au sein du conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon », élus par des grands électeurs désignés

par chaque établissement membre, par et parmi les membres de leur conseil d'administration, quelle que soit la catégorie pour laquelle ils ont été élus, sont appelés à délibérer en commun au conseil d'administration et participent aux décisions devant être prises par le conseil ; que, par suite, tout électeur de ces représentants a, quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, intérêt à contester l'élection de tout représentant élu ; qu'ainsi, M. Danthony, membre du conseil d'administration de l'Ecole Normale Supérieure et appelé à désigner des grands électeurs, a intérêt à contester les opérations électorales concernant les catégories 4, 5 et 6 au conseil d'administration de l'Université de Lyon ; que dès lors la fin de non-recevoir opposée par l'Université de Lyon et relative à l'absence d'intérêt pour agir de M. Danthony doit être écartée ;

Sur la recevabilité des griefs non invoqués devant la commission de contrôle des opérations électorales dans le délai de cinq jours suivant la proclamation des résultats :

5. Considérant qu'aux termes de l'article D.719-39 du code de l'éducation : *« La commission de contrôle des opérations électorales exerce les attributions prévues par les articles D. 719-8 et D. 719-18. /La commission de contrôle des opérations électorales connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par le président ou le directeur de l'établissement ou par le recteur, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats du scrutin. /Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats. /Elle doit statuer dans un délai de quinze jours. (...) »* ; qu'aux termes de l'article D. 719-40 du code précité : *« Tout électeur ainsi que le président ou le directeur de l'établissement et le recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif territorialement compétent. /Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales. /Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle. /Le tribunal administratif statue dans un délai maximum de deux mois. »* ;

6. Considérant qu'il résulte de ces dispositions que seuls peuvent être soumis au tribunal administratif, les griefs qui ont été préalablement présentés à la commission de contrôle des opérations électorales dans le délai de cinq jours suivant la proclamation des résultats des opérations électorales contestées ;

7. Considérant, en premier lieu, que les griefs suivants ont été soulevés uniquement devant le tribunal par M. Danthony, alors qu'ils n'ont pas été présentés devant la commission de contrôle précitée et ne peuvent être soumis au juge administratif ; que s'agissant, d'une part, de la désignation des grands électeurs pour l'élection en litige, ces griefs sont tirés de ce que certains établissements ont confondu la délibération réglementaire à caractère permanent et la désignation des grands électeurs à l'occasion des élections du 4 juin 2015, de ce qu'aucune des délibérations réglementaires n'a prévu des désignations par l'ensemble des membres du conseil d'administration mais a prévu des élections soit par catégorie, soit par sous-catégorie, de ce que certaines délibérations ont fixé la répartition des grands électeurs entre les sous-catégories A et B de la catégorie 4 d'autres ne le faisant pas, de ce que ces délibérations ne sont pas publiques, de ce que pour Vétagrosup il n'y a pas eu de délibération du conseil d'administration mais de la commission permanente, de ce qu'aucune procédure n'est produite pour l'ENISE, de ce que l'université Lyon I n'a pas délibéré sur les modalités de désignation des grands électeurs et de ce que de nombreuses désignations ont eu lieu sans scrutin secret ; que s'agissant, d'autre part, de la liste des candidats, ces griefs sont tirés de ce que l'appartenance à 3 grands champs disciplinaires des candidats du collège 6 n'a pas été vérifiée ; que s'agissant, enfin, des opérations électorales, ces griefs sont tirés de l'absence de procès-verbal des bureaux de vote, de la circonstance que certaines procurations ne comportent pas de signatures authentiques et de l'impossibilité pour la

directrice de l'Ecole Nationale de Travaux Publics de participer à la désignation des représentants dans le sous-collège 4-A ; que ces griefs doivent être écartés comme irrecevables ;

8. Considérant, en second lieu, que les griefs invoqués par le protestataire devant la commission précitée dans des observations complémentaires enregistrées les 19 et 23 juin 2015, et tirés de ce que, dans le sous-collège 4-A, 26 personnes ont voté pour 24 grands électeurs et qu'il ne restait dans le sous-collège 4-B que 20 inscrits le jour du vote ne permettant pas le respect du principe d'égalité devant le suffrage et qu'ainsi 2 grands électeurs ont été « basculés » du sous-collège 4-B au sous-collège 4-A, sont irrecevables dès lors qu'ils ne se rattachent à aucun des griefs soulevés qui avaient été présentés à la commission de contrôle des opérations électorales dans le délai de cinq jours suivant la proclamation des résultats des opérations électorales contestées ; que, ces griefs n'étant pas d'ordre public, ils doivent, également, être regardés comme irrecevables et écartés pour ce motif ;

Sur le bien-fondé de la protestation :

S'agissant des élections de la catégorie 4 au sein du collège d'administration de l'Université de Lyon :

En ce qui concerne l'exception d'illégalité du règlement intérieur de l'Université de Lyon, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens recevables de la protestation :

9. Considérant qu'aux termes de l'article L. 718-11 du code de l'éducation : « *Le conseil d'administration de la communauté d'universités et établissements comprend des représentants des catégories suivantes : /(...) /4° Des représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres ; (...)* » ; que l'article 4 des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » annexés au décret n° 2015-127 du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la communauté prévoit que : « *le conseil d'administration comprend : /(...) /4° Huit représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres, parmi lesquels quatre représentants des professeurs et personnels assimilés (catégorie 4-A) et quatre représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnes assimilés (catégorie 4-B) / (...)* » ; qu'il résulte de ces dispositions que le pouvoir réglementaire a décidé de distinguer, au sein de la catégorie 4 prévue l'article L. 718-11 et relative aux représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs, deux sous-catégories comprenant d'une part, les professeurs et personnels assimilés dans la sous catégorie 4-A, et d'autre part, des représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnes assimilés dans la sous catégorie 4-B, chacune de ces catégories comprenant 4 représentants ;

10. Considérant que le règlement intérieur de l'Université de Lyon prévoit le nombre de grands électeurs par établissement en attribuant un nombre égal de grands électeurs dans les catégories 4-A et 4-B pour les Universités Claude Bernard Lyon 1, Lumière Lyon 2, Jean Moulin Lyon 3 et Jean Monnet de Saint-Etienne, ainsi que pour l'Ecole Centrale de Lyon ; que toutefois, ce règlement intérieur précise que le nombre de grands électeurs au sein de la 4^{ème} catégorie émanant de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon sera de 3 dont au moins 1 dans la catégorie 4-A et au moins 1 dans la catégorie 4-B ; qu'une répartition similaire, qui ne permet pas d'assurer un nombre égal de grands électeurs entre ces sous-catégories, est également instaurée pour l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon qui dispose de 5 grands

électeurs dans la catégorie 4 dont au moins 2 de la catégorie 4-A et au moins 2 de la catégorie 4-B ; qu'enfin, le règlement intérieur prévoit que 4 établissements membres, l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, l'Institut d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Alimentation, Santé Animale, Sciences Agronomiques et de l'Environnement, l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat et l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Saint-Etienne, ne disposent chacun que d'1 grand électeur ; qu'une telle répartition ne permet pas à ces derniers établissements de se voir attribuer, conformément aux dispositions statutaires précitées, un nombre égal de grands électeurs pour chacune des sous-catégories du collège 4 ; qu'ainsi, compte tenu de cette définition par le règlement intérieur du nombre de grands électeurs de la catégorie 4 par établissements-membres, emportant, d'une part, une incertitude sur le nombre des grands électeurs dans chaque sous-catégorie et, d'autre part, une représentation partielle de certains établissements qui ne disposent que d'1 grand électeur pour l'ensemble de la catégorie 4, M. Danthony est fondé à demander l'annulation des opérations électorales du 4 juin 2015 relatives à la désignation des représentants des personnels de la catégorie 4, collèges 4-A et 4-B au conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Universités de Lyon » ;

S'agissant des élections des catégories 5 et 6 au sein du conseil d'administration de l'Université de Lyon :

En ce qui concerne l'exception d'illégalité du décret n° 2015-127 du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » :

11. Considérant, en premier lieu, qu'aux termes de l'article L. 718-8 du code de l'éducation, tel qu'il résulte des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 susvisée : « *La dénomination et les statuts d'une communauté d'universités et établissements sont adoptés par chacun des établissements et organismes ayant décidé d'y participer. / (...) / La communauté d'universités et établissements est créée par un décret qui en approuve les statuts. / Une fois adoptés, ces statuts sont modifiés par délibération du conseil d'administration de la communauté d'universités et établissements, après un avis favorable du conseil des membres rendu à la majorité des deux tiers. Ces modifications sont approuvées par décret.* » ; qu'aux termes de l'article 117 de la loi du 22 juillet 2013 précitée : « *I.-Les établissements publics de coopération scientifique créés conformément à l'article L. 344-4 du code de la recherche, dans sa rédaction antérieure à la publication de la présente loi, deviennent des communautés d'universités et établissements à la date de publication de la présente loi. Le conseil d'administration de l'établissement public de coopération scientifique en exercice à la date de publication de la présente loi adopte, dans un délai d'un an à compter de la même date, les nouveaux statuts de l'établissement pour les mettre en conformité avec les articles L. 718-7 à L. 718-15 du code de l'éducation, dans leur rédaction résultant de la présente loi* » ;

12. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la création de l'établissement public de coopération scientifique Université de Lyon, chargé de mener les projets prévus dans le cadre du pôle de recherche et d'enseignement supérieur et de gérer la mise en commun des activités et des moyens que les établissements et organismes fondateurs et associés de Lyon et Saint-Etienne y consacrent, a été approuvé par un décret n° 2007-386 du 21 mars 2007 ; que si le conseil d'administration de cet établissement en exercice à la date de publication de la loi du 22 juillet 2013 devait, conformément à l'article 117 précité, adopter les nouveaux statuts de l'établissement pour les mettre en conformité avec cette loi, le décret du 5 février 2015, dont l'article 3 abroge le décret du 21 mars 2007, a été pris pour la création de l'Université de Lyon et non dans le cadre des dispositions transitoires précitées ; qu'ainsi, conformément aux dispositions de l'article 62 de la loi du 22 juillet 2013 codifiées à l'article L. 718-8 du code de

l'éducation, les statuts, qui devaient être adoptés par chacun des établissements membres, n'avaient pas à faire l'objet préalablement d'un vote du conseil d'administration du pôle de recherche et d'enseignement supérieur précité, dont certains membres ne font d'ailleurs pas partie de la Communauté d'Universités et Etablissements ainsi créée ; qu'ainsi, M. Danthony ne peut utilement invoquer l'irrégularité de la composition de ce conseil d'administration pour exciper de l'illégalité du décret du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » ;

13. Considérant, en deuxième lieu, d'une part, que le grief tiré de ce que les comités techniques des établissements membres de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » n'auraient pas délibéré sur les statuts de cet établissement préalablement à son approbation par voie réglementaire manque en fait ; que d'autre part, en se bornant à soutenir que les conseils d'administration des établissements membres auraient délibéré « sur différentes versions des statuts » et qu'ainsi, les différents membres n'ont pas approuvé les mêmes statuts en méconnaissance des dispositions précitées de l'article L. 718-8 du code de l'éducation, le protestataire, qui ne conteste pas que les comités techniques des établissements membres ont disposé d'une version stabilisée des statuts au 13 juin 2014, ni la circonstance que les versions antérieures sur lesquelles ont été consultés l'INSA et l'IEP de Lyon ne présentaient que des modifications mineures ne nécessitant pas une nouvelle consultation des comités techniques, ne produit pas au tribunal les différentes versions alléguées de ces statuts ni aucun élément à l'appui de ses assertions ; que par suite, il ne démontre pas que le décret du 5 février 2015 susvisé aurait été pris à l'issue d'une procédure irrégulière ;

14. Considérant, en troisième lieu, que si M Danthony soutient que les statuts de la Communauté d'Universités et d'Etablissements « Université de Lyon » méconnaissent les dispositions initiales de l'article L. 718-11 du code de l'éducation issues de la loi du 22 juillet 2013 selon lesquelles « *dans tous les cas, chaque liste de candidats assure la représentation d'au moins 75 % des établissements membres de la communauté* », de telles dispositions ont toutefois été abrogées par l'article 65 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, laquelle est entrée en vigueur dès sa publication au journal officiel le 14 octobre suivant ;

15. Considérant, en quatrième lieu, qu'aux termes de l'article L. 718-11 du code de l'éducation : « (...) *Les membres mentionnés aux 4° à 6° sont élus au suffrage direct dans des conditions fixées par les statuts de la communauté. Lorsque les membres de la communauté d'universités et établissements sont supérieurs à dix, les représentants mentionnés aux mêmes 4° à 6° peuvent être élus au suffrage indirect, dans des conditions fixées par les statuts de la communauté. / (...)* » ; que, contrairement à ce que soutient le requérant, l'annexe au décret du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » prévoit dans son article 4 la composition de ce conseil selon les différentes catégories qui le composent, alors que l'article 5 encadre les modalités de désignations et les mandats des différentes catégories et indique notamment, pour les catégories 4, 5 et 6, que les représentants de ces catégories sont « *élus au suffrage indirect.* » et que « *Pour ces catégories, les listes assurent la représentation d'au moins trois établissements membres par liste. / Le corps électoral est composé de grands électeurs issus des conseils d'administration des établissements membres (...).* » ; qu'enfin, ces statuts renvoient au règlement intérieur le soin de fixer « *Le nombre de grands électeurs et les modalités de suffrage* » ; qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'imposait aux statuts précités de fixer les modalités de désignation des grands électeurs pour chaque établissement, lesquels sont issus des conseils d'administration des établissements membres ;

16. Considérant, en cinquième lieu, que si M. Danthony soutient que le décret du 5 février 2015 ne pouvait pas renvoyer au règlement intérieur de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » la fixation du nombre de grands électeurs et les modalités de suffrage, lesquelles correspondent aux modalités matérielles d'organisation des élections en l'espèce, aucun principe ni aucune disposition n'interdisait au pouvoir réglementaire de renvoyer au règlement intérieur le soin de préciser la composition exacte du conseil d'administration, alors que celle-ci est susceptible d'évoluer en fonction du nombre d'établissements membres au sein de l'Université de Lyon ;

17. Considérant, en sixième lieu, qu'aux termes de l'article L. 711-2 du code de l'éducation : *« Le présent titre fixe les principes applicables à l'organisation et au fonctionnement de chacun des types d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, qui sont : /1° Les universités auxquelles sont assimilés les instituts nationaux polytechniques /2° Les écoles et instituts extérieurs aux universités ; /3° Les écoles normales supérieures, les écoles françaises à l'étranger et les grands établissements ; /4° Les communautés d'universités et établissements. /La liste et la classification des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel sont établies par décret. »* ; qu'il résulte de ces dispositions que les communautés d'universités et établissements constituent, comme les universités, une catégorie d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; que dès lors les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 719-1 du code de l'éducation, qui précisent que : *« /(...) nul ne peut être élu à plus d'un conseil d'administration d'université. /(...) »*, ne sont pas applicables à la composition du conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » ;

18. Considérant, en dernier lieu, qu'aux termes de l'article L. 718-11 du code de l'éducation : *« Le conseil d'administration de la communauté d'universités et établissements comprend des représentants des catégories suivantes : /1° Des représentants des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche membres et, lorsque les statuts le prévoient, des composantes de la communauté ; /2° Des personnalités qualifiées désignées d'un commun accord par les membres mentionnés au 1° ; /3° Des représentants des entreprises, des collectivités territoriales, dont au moins un de chaque région concernée, des établissements publics de coopération intercommunale et des associations ; /4° Des représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres ; /5° Des représentants des autres personnels exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres ; /6° Des représentants des usagers qui suivent une formation dans la communauté d'universités et établissements ou dans un établissement membre. /(...) / Lorsque les statuts prévoient la présence de membres mentionnés au 1° dans le conseil d'administration, ces membres représentent au moins 10 % des membres du conseil d'administration. /Les membres mentionnés aux 2° et 3° représentent au moins 30 % des membres du conseil d'administration. /Les membres mentionnés aux 4° à 6° représentent au moins 50 % des membres du conseil d'administration, dont au moins la moitié sont des représentants mentionnés au 4°. /Toutefois, lorsque les membres de la communauté d'universités et établissements sont supérieurs à dix, la proportion de leurs représentants mentionnés au 1° peut atteindre 40 %. La représentation des membres mentionnés aux 2° à 6° est proportionnellement diminuée par voie de conséquence. »*

19. Considérant qu'en se bornant à alléguer que l'Université de Lyon aurait « parfaitement pu, et peut-être dû », éviter de recourir à la possibilité prévue par ces dispositions, lorsque les membres de la communauté d'universités et établissements sont

supérieurs à 10, de fixer jusqu'à 40 % des membres du conseil d'administration représentant les établissements membres, alors qu'il ne conteste pas l'exacte application de ces dispositions dans la fixation du nombre des membres mentionnés aux 2 à 6 de l'article 4 des statuts de la communauté précitée, le protestataire n'apporte au tribunal aucun élément à l'appui de son argumentation ; que par ailleurs, les dispositions du code de l'éducation ni aucune autre disposition législative ou réglementaire ne prévoient que le nombre de représentants élus par les grands électeurs issus des conseils d'administration des établissements membres soient supérieurs au nombre des représentants désignés par établissements membres ;

20. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Danthony n'est pas fondé à exciper de l'illégalité du décret du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » ;

En ce qui concerne l'exception d'illégalité du règlement intérieur :

21. Considérant, en premier lieu, que si le requérant soutient que le Conseil d'administration du pôle de recherche et d'enseignement supérieur qui a voté ce règlement intérieur le 10 février 2015 était illégalement composé, il n'apporte aucune précision à l'appui de son moyen ;

22. Considérant, en deuxième lieu, et ainsi qu'il a été dit au point 16 du présent jugement, aucun principe ni aucune disposition n'interdisait au pouvoir réglementaire la possibilité de renvoyer au règlement intérieur le soin de préciser la composition exacte du conseil d'administration, alors que celle-ci est susceptible d'évoluer en fonction du nombre d'établissements membres au sein de l'Université de Lyon ;

23. Considérant, en troisième lieu, que le moyen tiré de ce que le comité technique de l'Université de Lyon n'aurait pas émis d'avis favorable sur le règlement intérieur en cause manque en fait ;

24. Considérant, en quatrième lieu, que contrairement à ce que soutient le requérant, le Centre National de la Recherche Scientifique, établissement public national à caractère scientifique et technologique placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche, dispose, en application des statuts résultant du décret du 5 février 2015 précité, d'un représentant au conseil d'administration conformément au 1 de l'article L. 718-11 du code de l'éducation ; que par ailleurs, en tant qu'organisme de recherche selon les statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon », il ne relève pas de la qualification d'établissements membres, au sein desquels le règlement intérieur en litige prévoit expressément que les grands électeurs, désignés pour l'élection au suffrage indirect des représentants des catégories 4, 5 et 6, sont issus des conseils d'administration des établissements membres, afin d'assurer la représentation des personnels et usagers de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » ;

25. Considérant, en cinquième lieu, que le règlement intérieur de l'Université de Lyon a fixé le nombre de grands électeurs de chaque établissement selon ses effectifs et a prévu en conséquence, 19 grands électeurs pour la catégorie 5 et 24 grands électeurs pour la catégorie 6 ; que si le protestataire soutient que les effectifs de grands électeurs prévus pour les catégories 5 et 6 ne permettent pas de constituer des listes de candidats permettant d'assurer à l'ensemble des sensibilités, la possibilité de présenter des candidatures en méconnaissance du principe d'égalité devant le suffrage, il n'assortit pas cette allégation de précisions suffisantes permettant d'en apprécier le bien-fondé ;

26. Considérant, en sixième lieu, que la circonstance alléguée selon laquelle des effectifs aussi restreints de grands électeurs offriraient une possibilité très importante d'interventions ou de pressions sur certains grands électeurs de nature à potentiellement modifier les résultats, n'est pas démontrée par le protestataire ;

27. Considérant, en septième lieu, que le règlement intérieur de l'Université de Lyon pouvait légalement, conformément au décret du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » prévoir que les grands électeurs émanent des conseils d'administration des établissements membres ;

28. Considérant, en huitième lieu, qu'aux termes de l'article L. 719-1 du code de l'éducation : « (...) *Pour les élections des représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés et des représentants des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation continue au conseil d'administration de l'université, chaque liste assure la représentation d'au moins deux des grands secteurs de formation mentionnés à l'article L. 712-4 et d'au moins trois de ces secteurs lorsque l'université comprend les quatre secteurs ainsi mentionnés.* (...) » ; que si M. Danthony soutient que le règlement intérieur en ce qui concerne le collège 6 méconnaît les dispositions de l'article L. 719-1 du code de l'éducation, la méconnaissance de telles dispositions, qui ne sont applicables qu'aux universités au sens de l'article L. 711-2 du code de l'éducation cité au point 17 du présent jugement, est sans incidence sur la régularité des élections au sein de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » ;

29. Considérant, en dernier lieu, que si M. Danthony soutient que le règlement intérieur sous-délègue certaines modalités d'organisation des élections, une telle assertion n'est assortie d'aucune démonstration, ni d'aucun élément permettant au tribunal d'apprécier la portée, ni le bien-fondé du moyen ;

30. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Danthony n'est pas fondé à exciper de l'illégalité du règlement intérieur de l'Université de Lyon ;

En ce qui concerne l'exception d'illégalité de l'arrêté du 10 mars 2015 portant organisation des élections au sein du conseil d'administration de l'Université de Lyon :

31. Considérant, en premier lieu, qu'aux termes de l'article D. 719-3 du code de l'éducation : « *Le président ou le directeur de l'établissement est responsable de l'organisation des élections. /Pour l'ensemble des opérations d'organisation, il est assisté d'un comité électoral consultatif comprenant des représentants des personnels et des usagers et dont la composition est fixée par les statuts ou le règlement intérieur de l'établissement.* » ; qu'aux termes de l'article D. 719-17 du même code : « *Les électeurs qui ne peuvent voter personnellement ont la possibilité d'exercer leur droit de vote par un mandataire, en lui donnant procuration écrite pour voter en leur lieu et place. /Le mandataire doit être inscrit sur la même liste électorale que le mandant. Nul ne peut être porteur de plus de deux mandats. Le mandataire doit présenter selon le cas soit la carte d'étudiant, soit la justification de la qualité professionnelle de son mandat.* » ; que contrairement à ce que soutient le requérant, le président de l'université pouvait légalement, comme l'indiquait le règlement intérieur et conformément aux dispositions précitées, prévoir, par l'arrêté du 10 mars 2015 relatif à l'élection des catégories 4 à 6 du conseil d'administration de l'Université de Lyon, la possibilité d'un vote par procuration et que « *nul ne peut être porteur de deux procurations* » ; que par ailleurs, la circonstance que cet arrêté n'indique pas que le vote par procuration ne puisse avoir lieu qu'en cas d'empêchement du

mandataire est sans incidence, dès lors que les dispositions précitées du code de l'éducation n'imposaient pas une telle précision ; que par suite, le protestataire, qui n'invoque au demeurant aucune atteinte à la régularité ou la sincérité du scrutin, n'est pas fondé à soutenir que le président de l'Université de Lyon a méconnu sa compétence par l'édiction de l'arrêté dont il excipe de l'illégalité ;

32. Considérant, en second lieu, qu'aux termes de l'article 9 de l'arrêté du 10 mars 2015 relatif à l'élection des catégories 4 à 6 du conseil d'administration de l'Université de Lyon : « *Sont éligibles tous les grands électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales* » ; que contrairement à ce que soutient le protestataire, cet arrêté n'a pas entendu limiter les conditions d'éligibilité au-delà des statuts de l'Université de Lyon et du règlement intérieur de l'établissement qui prévoient que « tous les membres du corps électoral défini dans le présent article sont éligibles » et qui n'admettent pas d'autres possibilités de candidats éligibles ;

33. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Danthony n'est pas fondé à exciper de l'illégalité de l'arrêté du 10 mars 2015 relatif à l'élection des catégories 4 à 6 du conseil d'administration de l'Université de Lyon ;

En ce qui concerne les décisions des établissements procédant à la désignation des « grands électeurs » :

34. Considérant, en premier lieu, qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'impose que les séances des conseils d'administration des établissements membres qui procèdent à la désignation des grands électeurs en vue de l'élection des membres du conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » soient publiques ;

35. Considérant, en deuxième lieu, qu'aux termes de l'article L. 951-1-1 du code de l'éducation, tel que modifié par l'article 64 de la loi du 22 juillet 2013 susvisée : « *Un comité technique est créé dans chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel par délibération du conseil d'administration. Outre les compétences qui lui sont conférées en application de l'article 15 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, il est consulté sur la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement. (...)* » ; qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée : « *I.-Dans toutes les administrations de l'Etat et dans tous les établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel ou commercial, il est institué un ou plusieurs comités techniques.(...)/ II.-Les comités techniques connaissent des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, des questions relatives aux effectifs, aux emplois et aux compétences, des projets de statuts particuliers ainsi que des questions prévues par un décret en Conseil d'Etat. Les incidences des principales décisions à caractère budgétaire sur la gestion des emplois font l'objet d'une information des comités techniques.* » ; qu'enfin, aux termes de l'article 34 du décret du 15 février 2011 susvisé : « *Les comités techniques sont consultés, dans les conditions et les limites précisées pour chaque catégorie de comité par les articles 35 et 36 sur les questions et projets de textes relatifs: /1° A l'organisation et au fonctionnement des administrations, établissements ou services ; /2° A la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ; /3° Aux règles statutaires et aux règles relatives à l'échelonnement indiciaire ; /4° Aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des administrations, établissements ou services et à leur incidence sur les personnels ; /5° Aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents ; /6° A la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles ; /7° A l'insertion professionnelle ; /8° A l'égalité professionnelle, la parité et à la lutte contre toutes les discriminations ; /9° A l'hygiène, à la sécurité et aux*

conditions de travail, lorsqu'aucun comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail n'est placé auprès d'eux. (...) » ; que les décisions ou délibérations des conseils d'administration des établissements membres portant désignation au sein de ces conseils, des grands électeurs en vue de l'élection des membres du conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » ne relèvent d'aucune des questions ainsi limitativement énumérées qui doivent préalablement être soumises aux comités techniques paritaires de ces établissements ;

36. Considérant, en troisième lieu, qu'en admettant même que les dispositions de l'article L. 719-7 du code de l'éducation auraient été méconnues, le protestataire ne tire aucune conséquence de l'illégalité ainsi invoquée, n'invoquant aucune atteinte à la régularité ou la sincérité de la désignation par chaque établissement membre de ses grands électeurs ni même du scrutin qu'il conteste ;

S'agissant des modalités de désignation des grands électeurs au sein du conseil d'administration de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon :

37. Considérant, qu'aucune disposition législative ou réglementaire ne faisait obstacle à ce que le conseil d'administration de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon décide que la désignation des grands électeurs pour l'élection du conseil d'administration de la Communauté d'Universités et d'Etablissements « Université de Lyon », ait lieu à main levée ;

38. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Danthony n'est pas fondé à exciper de l'illégalité des décisions des établissements membres désignant les grands électeurs à l'encontre des élections des catégories 5 et 6 au sein du conseil d'administration de l'Université de Lyon ;

En ce qui concerne la désignation des grands électeurs par les établissements membres de la communauté d'universités et établissements « Université de Lyon » :

39. Considérant, en premier lieu, qu'en se bornant à remettre en cause le mode de scrutin indirect pour l'élection des membres du conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » prévu par les dispositions de l'article L. 718-11 du code de l'éducation précitées, le prestataire n'apporte pas au tribunal des précisions suffisantes permettant d'apprécier l'impossibilité qu'il invoque de constituer ce qu'il qualifie de « liste issue de la représentation démocratique » ;

40. Considérant, en deuxième lieu, qu'il résulte de l'instruction, d'une part, que la liste électorale comprenant l'ensemble des grands électeurs désignés par les conseils d'administration des établissements membres a été affichée sur les sites Descartes et Monod de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon le 30 avril 2015 ; que d'autre part, l'article 7 de l'arrêté du 10 mars 2015 relatif à l'élection des catégories 4 à 6 du conseil d'administration de l'Université de Lyon prévoit : « Une fois arrêtée la liste électorale est affichée à compter du jeudi 30 avril 2015 au sein de l'Université de Lyon et de ses établissements » ; que l'Université de Lyon produit en défense le message électronique envoyé le 30 avril 2015 aux différents établissements membres en vue de l'affichage des listes électorales des différentes catégories ; que si le protestataire soutient qu'il est « peu probable » que ces listes ont été affichées le jour même, sans remettre en cause le principe de cet affichage, il n'allègue au demeurant, ni ne démontre que l'affichage de ces listes à compter du 30 avril 2015 ait été de nature à entacher la sincérité du scrutin ;

41. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Danthony n'est pas fondé à exciper de l'illégalité de la désignation des grands électeurs à l'encontre des élections des catégories 5 et 6 au sein du conseil d'administration de l'Université de Lyon ;

En ce qui concerne les listes de candidats :

42. Considérant, en premier lieu que contrairement à ce que soutient le protestataire, les listes de candidats pour la catégorie 6, produites par la défense, étaient composées alternativement d'un candidat de chaque sexe conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article L. 719-1 du code de l'éducation ;

43. Considérant, en deuxième lieu, et ainsi qu'il a été dit au point 28 du présent jugement, le protestataire ne peut utilement soutenir que l'appartenance à 3 grands champs disciplinaires des candidats du collège 6 n'est pas conforme aux dispositions précitées de l'article L. 719-1 du code de l'éducation ;

44. Considérant, en dernier lieu, que si le protestataire soutient que le mode de constitution du collège 6 n'est pas conforme à l'article D. 719-21 du code de l'éducation, il n'assortit pas ce moyen de précisions suffisantes permettant au tribunal d'en apprécier la portée, ni le bien-fondé ;

45. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Danthony n'est pas fondé à exciper de l'illégalité des listes des candidats à l'encontre des élections des catégories 5 et 6 au sein du conseil d'administration de l'Université de Lyon ;

En ce qui concerne les opérations électorales :

46. Considérant, en premier lieu, que si le protestataire soutient que les votes par procuration n'étaient encadrés par aucun texte, qu'il y a certainement eu de tels votes et qu'« ils n'ont pu que fausser les résultats », il résulte de l'instruction que la mise en œuvre du vote par procuration était encadrée, ainsi qu'il a été dit, par l'arrêté du 10 mars 2015 du président de l'Université de Lyon, relatif à l'organisation des élections en litige ; que l'intéressé ne fait valoir aucun élément susceptible, notamment au regard des listes d'émargement produites en défense et qui font apparaître les votes par procuration dans les catégories 5 et 6, de démontrer que l'utilisation de ces procurations aurait été de nature à remettre en cause la sincérité du scrutin ;

47. Considérant, en deuxième lieu, que contrairement à ce que soutient le protestataire, le règlement intérieur de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon » en date du 10 février 2015 a prévu la désignation de grands électeurs suppléants s'agissant du collège 6 ; qu'il résulte de l'instruction que deux grands électeurs suppléants ont ainsi été élus dans le cadre de ce collège mais n'ont toutefois pas participé à l'élection en litige compte tenu du vote des titulaires ; que par suite, l'intéressé, qui n'invoque à l'appui de ce grief aucune atteinte à la sincérité du scrutin, n'est pas fondé à remettre en cause la mise en place de grands électeurs suppléants dans la catégorie 6 ;

48. Considérant, en dernier lieu, que si le protestataire soutient qu'en raison du faible nombre d'électeurs, des influences voire des pressions ont pu être exercées, il n'apporte aucune élément à l'appui de cette assertion ;

49. Considérant qu'il résulte de ce qui précède, que M. Danthony n'est pas fondé à demander l'annulation des élections des catégories 5 et 6 au sein du conseil d'administration de l'Université de Lyon ;

Sur les conclusions de l'Université de Lyon tendant à l'application de l'article R. 741-12 du code de justice administrative :

50. Considérant qu'aux termes de l'article R. 741-12 du code de justice administrative : *« Le juge peut infliger à l'auteur d'une requête qu'il estime abusive une amende dont le montant ne peut excéder 3 000 euros »* ; que la faculté prévue par ces dispositions constitue un pouvoir propre du juge ; que par suite, et comme le soutient le protestataire, les conclusions de l'Université de Lyon tendant à ce que M. Danthony soit condamné à une telle amende ne sont pas recevables et doivent être rejetées pour ce motif ;

Sur l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

51. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : *"Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation"* ; que ces dispositions font obstacle à ce que soit mise à la charge de M. Danthony, qui n'est pas partie perdante dans la présente instance, la somme que réclame l'Université de Lyon au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : Les opérations électorales du 4 juin 2015 relatives à la désignation des représentants des personnels de la catégorie 4, collèges 4-A et 4-B, au conseil d'administration de la Communauté d'Universités et Établissements « Universités de Lyon » sont annulées.

Article 2 : Le surplus de la protestation de M. Danthony est rejeté.

Article 3 : Les conclusions de l'Université de Lyon tendant à l'application des dispositions de l'article R. 741-12 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Les conclusions de l'Université de Lyon tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. Claude Danthony et à l'Université de Lyon.

Copie sera adressée au Ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi qu'au recteur de l'académie de Lyon.

Délibéré après l'audience du 15 décembre 2015, à laquelle siégeaient :

Mme Schmerber, présidente,
Mme Boffy, premier conseiller,
Mme Burnichon, conseiller.

Lu en audience publique le 22 décembre 2015.

Le rapporteur,

La présidente,

C. Burnichon


C. Schmerber

La greffière,

A. Noël

La République mande et ordonne au préfet du Rhône en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Une greffière,


Cathia AMOUNY
Greffière du Tribunal administratif